

# MACHIAVEL À WASHINGTON : OBAMA ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

PIERRE GUERLAIN \*

***À partir de l'analyse du grand Moyen-Orient, l'auteur s'attache à établir le bilan de la politique étrangère du président Obama en insistant sur les divers facteurs qui l'influencent, ainsi que sur la notion de « smart power » – « puissance intelligente » – illustrée par l'usage des drones dont la seule efficacité s'est manifestée sur un plan électoral. Le bilan du premier mandat – du discours du Caire aux drones – traduit un revirement qui ramène au moule de la politique étrangère habituelle.***

Le prince, devant donc agir en bête, tâchera d'être tout à la fois renard et lion car, s'il n'est que lion, il n'apercevra point les pièges ; s'il n'est que renard, il ne se défendra point contre les loups ; et il a également besoin d'être renard pour connaître les pièges, et lion pour épouvanter les loups.

Machiavel, *Le Prince*

L'expression « smart power » utilisée en anglais par les médias français est souvent considérée comme la métaphore centrale autour de laquelle la politique étrangère américaine s'organiserait depuis l'arrivée au pouvoir d'Obama. Cette expression, dont je tire la traduction, « puissance intelligente », d'un ouvrage québécois, est bien évidemment une description flatteuse à laquelle les partisans d'Obama ont recours<sup>1</sup>. Il n'est pas rare que les dirigeants politiques et leurs partisans recourent à ce genre d'autopromotion. En 1972, David Halberstam avait publié un livre au titre ironique inspiré, peut-être indirectement, par le poète anglais Shelley : *The Best and the Brightest*, dont le

---

\* PROFESSEUR DE CIVILISATION AMÉRICAINE À L'UNIVERSITÉ DE PARIS-X NANTERRE

<sup>1</sup> Charles-Philippe David (dir), *Théories de la politique étrangère américaine, Auteurs, concepts et approches*, Les Presses de l'Université de Montréal, octobre 2012.

titre en français révèle tout de suite le point de vue de l'auteur : « On les disait les meilleurs et les plus intelligents »<sup>2</sup>. Il analysait le processus de décision qui avait mené les conseillers de Kennedy à décider de la guerre au Vietnam. Ainsi « les meilleurs et les plus intelligents » pouvaient être aveuglés par leur intelligence et prendre des décisions irréflechies dans les années 1960 et peut-être en va-t-il de même pour l'administration Obama et pour le président lui-même, grand admirateur de Kennedy.

En 2012, un observateur américain, John Feffer, s'interrogeait : « Obama est un type intelligent. Pourquoi donc a-t-il passé ces quatre dernières années à mettre en œuvre une politique étrangère aussi idiote ? (dumb) »<sup>3</sup>. Le titre de son article indiquait le peu de considération qu'il avait pour cette politique : « de plus en plus idiote ». Après un retour sur le concept ou la notion de « puissance intelligente », je voudrais analyser les conditions des changements de direction d'Obama dans une région du monde, le Moyen-Orient, puis faire une place importante au problème des drones qui, en général, n'est abordé que de façon incidente dans les ouvrages traitant de la politique étrangère américaine. Le Moyen-Orient illustre assez bien le contexte dans lequel les renoncements d'Obama s'expliquent et le recours aux drones permet d'appréhender ce que l'on entend par « puissance intelligente ».

26

Deux auteurs américains revendiquent la création de la métaphore conceptuelle de « smart power ». Suzanne Nossel qui avait travaillé pour l'administration Clinton puisqu'elle avait été déléguée adjointe aux Nations unies, a publié un article dans la revue *Foreign Affairs* en 2004 qui porte le titre suivant : « Smart Power : Reclaiming Liberal Internationalism »<sup>4</sup>, mais Joseph Nye, qui doit sa célébrité au terme « soft power » (puissance douce), a affirmé en 2009 qu'il avait inventé l'expression en 2003<sup>5</sup>. Au-delà de cette querelle d'antériorité entre ces deux penseurs libéraux au

---

<sup>2</sup> Version américaine : Random House, New York, 1972. En français, Robert Laffont, Paris, 1974.

<sup>3</sup> John Feffer, *Foreign Policy in Focus*, 6 septembre, 2012.  
[http://www.fpif.org/articles/dumb\\_and\\_dumber\\_obamas\\_smart\\_power\\_foreign\\_policy](http://www.fpif.org/articles/dumb_and_dumber_obamas_smart_power_foreign_policy)

<sup>4</sup> Mars-avril 2004, vol. 83, number 2.

<sup>5</sup> « Get Smart, Combining Hard and Soft Power », *Foreign Affairs*, juillet-août 2009 « “Smart power” est un terme que j’ai inventé en 2003 afin de corriger l’erreur selon laquelle le *soft power* seul pouvait conduire à une politique étrangère efficace ». Tout l’article était une réponse à un autre auteur, Leslie Gelb.

sens américain du terme, il est intéressant de voir ce qu'ils mettaient tous deux dans cette approche.

Pour Nossel, la « puissance intelligente » est une théorie progressiste qui renvoie aux idées de Kennedy et de Wilson, c'est pourquoi elle déclare : « Le smart power signifie savoir que la main des États-Unis n'est pas forcément le meilleur outil : les intérêts des États-Unis sont mieux défendus si l'on engage d'autres puissances pour atteindre les buts des États-Unis grâce à des alliances, aux institutions internationales, à une diplomatie attentive et à la puissance des idéaux. » (p. 138), puis dans sa conclusion : « Les vrais héritiers de Wilson devraient se replacer dans son sillage libéral et le renforcer par l'utilisation déterminée et intelligente du pouvoir. » (p. 142). Évidemment, on peut se demander si le Wilson qui, en 1913, se désolait du résultat des élections au Mexique était vraiment progressiste.

Le concept de « puissance intelligente » est devenu central dans la rhétorique de l'administration Obama dès les auditions de madame Clinton au Sénat lors du processus de confirmation de sa nomination comme secrétaire d'État. Semblant s'inspirer directement de Nossel qui avait été directrice exécutive d'*Amnesty International*, elle déclara :

« L'Amérique ne peut pas résoudre toute seule les problèmes les plus pressants et le monde ne peut les résoudre sans l'Amérique. Puis elle avait ajouté : “Nous devons utiliser ce qui a été désigné comme ‘la puissance intelligente’, toute la gamme des outils à notre disposition – diplomatiques, économiques, militaires, politiques, juridiques et culturels – en choisissant l'outil ou la combinaison d'outils appropriés à chaque situation. Grâce à la puissance intelligente, la diplomatie sera à l'avant-garde de notre politique étrangère”. »<sup>6</sup>

Par la suite, Clinton sera, ainsi que deux autres penseuses libérales, Mmes Rice et Slaughter, l'une des plus ardentes partisans de l'intervention occidentale en Libye. Cette intervention fut présentée comme une mise en application de la « puissance intelligente ». Étant donné le chaos qui a suivi cette intervention et son impact géopolitique, par exemple au Mali, on peut se demander si cette intervention était « intelligente » ou ce que l'on

---

<sup>6</sup> Trouvé sur le site <http://www.state.gov/secretary/rm/> ainsi que dans *The Guardian*, 13 janvier 2009. <http://www.guardian.co.uk/world/2009/jan/13/hillary-clinton-confirmation-hearing-senate>

entend par « intelligent » ou bien encore « intelligente pour quoi ou pour qui ? ».

Il est habituel de parler de la politique étrangère du président comme s'il établissait seul cette politique. Ainsi, on parle de la politique étrangère d'Obama comme l'on parlait de celle de Kennedy, Johnson ou de George W. Bush. Néanmoins, il s'agit là d'une convention linguistique qui, certes, permet de distinguer différents moments de la politique étrangère étatsunienne, mais occulte les lignes de continuité entre administrations ou les ruptures durant une présidence donnée. Ainsi, en 2006, la politique étrangère américaine a évolué de façon significative lorsque l'échec des néoconservateurs était devenu patent et que le secrétaire à la Défense, Rumsfeld, fut remplacé par Gates, qu'Obama gardera à son poste en arrivant au pouvoir, ce qui illustre parfaitement la continuité entre Bush deuxième période et Obama. D'autre part, cette désignation minore l'importance des différents acteurs qui contribuent à la formulation de la politique étrangère américaine. En dépit de conflits et de désaccords, il faut cependant considérer, par exemple, que la politique étrangère de Mme Clinton était celle d'Obama ou plutôt celle de l'administration Obama.

28

Pour expliquer ce qui semble être une série de revirements d'Obama, je voudrais évoquer le grand Moyen-Orient et les divers acteurs qui ont déterminé la politique étrangère des États-Unis dans cette région du monde. Puis l'utilisation de drones fera l'objet d'une analyse spécifique qui permettra d'interroger la validité du concept de « puissance intelligente ». Entre le discours du Caire que le président américain avait tenu en juin 2009 et la révélation de sa « kill list » (liste des cibles à éliminer) en mai 2012, Obama semble, en effet, s'être beaucoup déplacé vers la droite et rapproché de ses critiques républicains pour rentrer dans le moule de la politique étrangère américaine.

### **Obama orateur et Obama commandant en chef**

En Égypte, pays toujours sous la férule d'Hosni Moubarak, en 2009, Obama prononça un discours dit discours du Caire qui tranchait avec les déclarations de ses prédécesseurs et qui fut considéré comme une tentative de rapprochement entre les États-Unis et le monde arabo-musulman. Il déclara :

« Je suis venu chercher un nouveau commencement entre les États-Unis et les musulmans du monde entier, qui se fonde sur un intérêt et un respect mutuels ; qui se fonde sur le fait que l'Amérique et l'islam ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et ne sont

pas voués à se faire concurrence. Au lieu de cela, ils se chevauchent et partagent des principes communs : justice et progrès ; tolérance et dignité de tous les êtres humains. »<sup>7</sup>

À propos du conflit israélo-palestinien, il affirma son soutien à Israël et sa condamnation des négationnistes, juste avant de se rendre à Buchenwald, ce qui est la position américaine officielle depuis toujours :

« Demain, je vais visiter Buchenwald, qui faisait partie d'un réseau de camps où les Juifs étaient réduits à l'état d'esclaves, torturés, tués par balles et gazés à mort par le III<sup>e</sup> Reich. Six millions de juifs ont été tués, plus que la totalité de la population juive d'Israël aujourd'hui. Nier ce fait est sans fondement, c'est de l'ignorance et de la haine. Menacer Israël de destruction ou répéter des stéréotypes ignobles sur les juifs est profondément mal et ne sert qu'à rappeler aux Israéliens les plus douloureux des souvenirs tout en empêchant la paix que les gens de cette région méritent. »

Puis il ajouta :

« Dans le même temps, les Israéliens doivent reconnaître que, tout comme le droit d'Israël à exister ne peut pas être nié, celui de la Palestine ne peut pas l'être non plus. Les États-Unis n'acceptent pas la légitimité de la continuation de la colonisation. Ces constructions violent les accords précédents et sapent les efforts consentis pour parvenir à la paix. Il est temps que ces colonies cessent. »

Sur l'Iran, le président américain semblait également innover et choisir une autre voie que ses prédécesseurs. Opposé au développement d'un armement nucléaire pour ce pays, il affirmait sa volonté de recourir à des voies diplomatiques pour résoudre les conflits :

« Il sera difficile de surmonter des décennies de méfiance, mais nous agirons avec courage, rectitude et résolution. Il y aura de nombreuses questions à discuter entre nos deux pays, et nous sommes prêts à aller de l'avant sans conditions préalables, sur la base d'un respect mutuel. Mais il est clair pour tout le monde que, lorsqu'il s'agit d'armes nucléaires, nous atteignons un point décisif. Il ne s'agit plus simplement des intérêts américains, mais d'empêcher une course à l'arme nucléaire au Moyen-Orient qui pourrait mener cette région et le monde sur une voie extraordinairement dangereuse. »

Ces citations un peu longues permettent de mesurer le chemin parcouru en quelques années par le président américain. Certes, il ne faut pas confondre rhétorique et réalité, mais ce discours

---

<sup>7</sup> Traduction trouvée sur le site de La Paix Maintenant : <http://www.lapaixmaintenant.org/Discours-d-Obama-au-Caire-texte>

énonçait ce qui semblait être la philosophie ou la conception du monde d'Obama, président multiculturel et cultivé des États-Unis, qui souhaitait tendre une branche d'olivier aux adversaires et rejeter les solutions militaires. En 2011, lors de son discours à l'assemblée générale de l'ONU, Obama réitérait son soutien à une solution du problème israélo-palestinien passant par deux États, mais il s'opposait au désir des Palestiniens de voir leur pays devenir membre à part entière des Nations unies. Son opposition à la construction de nouvelles colonies juives avait été combattue avec succès par le Premier ministre israélien, Netanyahu, et ses alliés aux États-Unis. En 2012, devant la même assemblée, son discours ne mentionnait la Palestine que dans un paragraphe, et l'Iran était redevenu le principal centre d'intérêt des États-Unis mais aussi d'Israël. Dans le débat qu'Obama a eu avec son opposant à la présidence, Romney, l'Iran a été mentionné 45 fois, Israël 34 et la Palestine n'a pas été mentionnée<sup>8</sup>. L'engouement américain pour Israël n'est pas un phénomène récent, ainsi, comme l'écrit Walter Russell Meade :

30

« Un sondage Gallup en juin 1948 montrait que presque trois fois plus d'Américains "éprouaient de la sympathie pour les juifs" que ce n'était le cas "pour les Arabes". Ce soutien n'était pas un feu de paille. Le soutien des non-juifs pour Israël est l'une des forces politiques les plus importantes en matière de politique étrangère et durant les 60 dernières années il n'y a jamais eu un sondage Gallup indiquant un plus haut niveau de sympathie pour les Arabes ou les Palestiniens que pour les Israéliens. »<sup>9</sup>

Dans son livre intitulé *The Crisis of Zionism*, Peter Beinart raconte comment Obama en est venu à abandonner sa demande de l'arrêt des colonies juives et comment, en mai 2011, Obama et Netanyahu se sont livrés à ce que le dirigeant israélien a qualifié de « guerre diplomatique » à propos d'une référence aux frontières de

---

<sup>8</sup> Voir Pierre Guerlain, « Les États-Unis et le monde », *Huffington Post*, 1<sup>er</sup> novembre 2012. [http://www.huffingtonpost.fr/pierre-guerlain/elections-americaaines-iran\\_b\\_2044698.html](http://www.huffingtonpost.fr/pierre-guerlain/elections-americaaines-iran_b_2044698.html)

<sup>9</sup> « The New Israel and the Old », *Foreign Affairs*, juillet-août 2008, p. 28-46. Russell Meade souligne ensuite les affinités culturelles entre Américains et Israéliens et cite Herman Melville : « Nous, Américains, sommes le peuple élu particulier - l'Israël de notre temps ; nous portons l'arche des libertés du monde ».

Ce soutien américain pour Israël est confirmé dans une étude récente du Pew Research Center : <http://www.people-press.org/2012/03/15/little-support-for-u-s-intervention-in-syrian-conflict/?src=prc-headline>

1967 qu'avait faite le président américain. Ces frontières reconnues au plan international avaient été mentionnées lors d'un discours prononcé devant l'assemblée de l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), la principale organisation de la « communauté juive organisée » et l'un des acteurs principaux dans le lobby pro-Israël. Beinart conclut ainsi :

« Le clash de mai 2011 à propos du tracé de 1967 se révéla être la dernière fois que le président Obama exprima publiquement le sionisme libéral qu'il avait connu à Chicago. Après cela, il a, dans les faits, fait sien le sionisme moniste de Benjamin Netanyahu. »<sup>10</sup>

Quatre ans après le discours d'Obama au Caire en 2009, l'hostilité aux États-Unis dans le monde arabo-musulman est plus forte, selon certaines enquêtes, que lorsque George Bush était au pouvoir<sup>11</sup>. Les attaques contre le consulat américain à Benghazi en septembre 2012 en sont une illustration. L'administration Obama est coincée entre son désir de soutien total à Israël et sa détermination de ne pas faire une guerre ouverte à l'Iran. C'est pour cette raison que, dans son discours à l'ONU en 2012 le président américain a choisi de rassurer Israël et de menacer l'Iran :

« Ne vous trompez pas : un Iran doté de l'arme nucléaire n'est pas un défi qu'il s'agit d'endiguer. Cela représenterait une menace pour la survie d'Israël, la sécurité des pays du Golfe et la stabilité de l'économie mondiale. »

Même les services secrets israéliens ne croient pas que l'Iran soit une vraie menace car ce pays ne pourrait utiliser une bombe atomique (à supposer qu'il l'ait, ce que ces services ne croient pas) sans risquer d'être lui-même anéanti par la réaction israélienne ou américaine<sup>12</sup>. D'autre part, l'utilisation de l'expression « État juif » pour évoquer Israël fait écho à une exigence israélienne de reconnaissance du caractère juif de l'État d'Israël. L'OLP a reconnu l'État d'Israël dès 1988 mais les Palestiniens ne veulent pas reconnaître le caractère « juif » de ce pays, car aucun autre État n'est officiellement reconnu sur une base religieuse ou ethnique. Cette demande, par ailleurs, rayerait l'existence d'Arabes palestiniens en Israël.

Le 29 mai 2012, le *New York Times* a révélé qu'Obama approuvait personnellement l'élimination physique de terroristes ou terroristes supposés, un groupe pouvant comporter des citoyens américains, ce

---

<sup>10</sup> Peter Beinart, *The Crisis of Zionism*, New York, Henry Holt, 2012, p. 154.

<sup>11</sup> <http://www.pewglobal.org/2012/06/13/global-opinion-of-obama-slips-international-policies-faulted/>

<sup>12</sup> Trita Parsi, *A Single Roll of the Dice : Obama's Diplomacy with Iran*, 2012, New Haven, Yale University Press.

qui poserait des problèmes juridiques. Tout semble donc indiquer qu'en deux ans seulement, de 2009 à 2011, Obama a totalement changé de cap. La « kill list » ne cadre pas bien avec l'image d'Obama, le professeur de droit plutôt progressiste. D'autre part, l'utilisation des drones pour tuer, qui sera abordée plus tard, le place plutôt dans la continuité de la guerre contre la terreur lancée par Bush.

Il y a deux types d'éclairages pour expliquer ces fluctuations ou virages abruptes : soit on accuse Obama d'être un président faible qui cède dès qu'il rencontre une opposition déterminée que ce soit au Congrès ou de la part du Premier ministre israélien, soit on insiste sur le fait qu'Obama est prisonnier de contraintes institutionnelles et que le pouvoir du président dépend de nombreux facteurs et de nombreux acteurs et qu'il ne dépend pas d'un trait de personnalité. La deuxième approche sera suivie ici et il convient donc de passer en revue acteurs et facteurs qui déterminent la politique étrangère d'Obama, sans passer par des explications psychologisantes. Obama n'a pas fait preuve d'indécision lorsqu'il a lancé l'assassinat de Ben Laden, mais sa détermination s'articulait sur un quasi-consensus, même si le droit américain et international n'a pas été respecté. La faiblesse supposée d'Obama face aux républicains ou à Netanyahu est également la résultante de facteurs institutionnels.

32

### **Acteurs et facteurs dans la formulation de la politique américaine au Moyen-Orient**

Bien que fort impopulaire auprès des Américains<sup>13</sup>, le Congrès joue un rôle capital pour certains aspects de la politique étrangère. Il n'a pas été très actif pour l'intervention en Libye en 2011, mais dès qu'Israël est concerné, c'est un acteur principal. Le livre de Walt and Mearsheimer<sup>14</sup> a des limites concernant la définition du lobby pro-Israël, mais il décrit assez bien comment le Congrès s'en prend aux présidents qui dévient d'une ligne pro-israélienne, que ce soit Bush I ou Obama pendant un peu plus d'un an. Le lobby pro-israélien qui inclut l'AIPAC mais aussi les chrétiens fondamentalistes et le complexe militaro-industriel, est très efficace auprès du Congrès. Il finance les campagnes de ses protégés et rend celles de ses opposants difficiles. Beaucoup de parlementaires sont donc dépendants de

---

<sup>13</sup> Un taux d'approbation de 11 % seulement. Lawrence Lessig, *Lost : How Money Corrupts Congress--and a Plan to Stop It*, New York, Hachette Books, 2011.

<sup>14</sup> Stephen Walt et John Mearsheimer, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2007.



l'aide financière de ce lobby. Le public est peu au fait de la politique étrangère américaine et se sent plus proche d'Israël, pays occidental que des Palestiniens. Le Congrès abdique souvent ses prérogatives et laisse la présidence impériale faire ce qui lui plaît, par exemple lorsque Bush a lancé ses guerres de choix ou ses programmes de surveillance illégaux. La question qui se pose donc est : pourquoi le Congrès s'avère-t-il un acteur de premier plan lorsqu'il s'agit du Moyen-Orient ? Une analyse systémique s'impose.

On ne peut s'intéresser au Congrès seul ou même en incluant la puissance de l'AIPAC, voire l'influence d'Israël. Le complexe militaro-industriel joue un rôle essentiel dans le financement des campagnes électorales et dans la formulation de la politique étrangère. Ce rôle est apparu clairement lorsqu'Obama a envoyé des renforts en Afghanistan en 2009 comme le souhaitait l'armée. Si toutes les sources de pouvoir sont en phase, alors la politique américaine, qui est présentée comme étant la politique du président, est forte et claire. Lorsqu'il y a des conflits entre les cercles du pouvoir ou institutions, la politique qui en résulte est le fruit de ces conflits. Le Pentagone et la CIA sont souvent en situation conflictuelle. Lorsque Rumsfeld était au pouvoir, le Pentagone gagnait la plupart de ses batailles. Il est donc erroné de présenter les confrontations entre Israël et les États-Unis (assez rares dans l'espace public d'ailleurs) comme des conflits entre un mâle dominant rusé, Netanyahu, et un Obama sans volonté et plutôt « ramollo » (*softy*). Netanyahu est, du reste, parfois présenté en Israël comme un mâle dominé. Les personnalités jouent un rôle de second rang. L'influence du Premier ministre israélien vient du fait qu'il représente le pays client le plus proche des États-Unis et qu'il a des liens étroits avec des parlementaires des deux partis aux États-Unis et aussi de nombreux relais dans l'opinion américaine.

Ilan Pappé, l'historien israélien, a nommé les quatre piliers du lobby pro-israélien dans une définition qui ne manque pas d'intérêt. Ces piliers sont ce qu'il appelle le « quatuor fondamentaliste » : l'industrie pétrolière, le complexe militaro-industriel, AIPAC et les sionistes chrétiens <sup>15</sup>. Lorsque le complexe militaro-industriel est clivé, le pouvoir d'Israël s'en trouve diminué. La tension à propos de l'Iran le montre clairement. Les forces armées américaines ne veulent pas une intervention massive ni même, comme le général

---

<sup>15</sup> Pappé développe ces idées dans « Clusters of History : US Involvement in the Palestine Question », *Race & Class*, janvier 2007 48 : 1-28.

Dempsey l'a dit, être « complice » d'une intervention <sup>16</sup>. L'industrie de l'armement n'est peut-être pas d'accord avec les militaires, mais cette position renforce celle du président. On comprend mieux alors son exercice d'équilibriste à l'ONU en 2012 : soutien symbolique très fort à Israël mais refus de se laisser entraîner dans une guerre. Ceci n'a rien à voir avec les caractères des dirigeants. George W. Bush, qui était très proche des Israéliens, avait également refusé de se laisser entraîner dans une action militaire en mai 2008. À l'époque, c'était lui le faucon et Olmert était soi-disant une colombe <sup>17</sup>.

Ainsi, la politique américaine officielle vis-à-vis de l'Iran ne peut être décrite comme étant soit la politique israélienne, soit la politique du Congrès ou même celle du président et de ses conseillers. Elle est la résultante de multiples facteurs et conflits, ce qui explique qu'elle ne soit pas toujours cohérente. Ainsi, même si Ahmadinejad fait des déclarations incendiaires, personne ne croit vraiment que l'Iran pourrait « rayer Israël de la carte » <sup>18</sup>. Aussi bien les États-Unis qu'Israël sont engagés dans une cyberguerre contre l'Iran (virus Stuxnet) et ces deux pays soutiennent le groupe MEK (*Mujaheddin-e-Khalq*) qui pratique le terrorisme et l'assassinat de scientifiques, probablement pour le compte des États-Unis et d'Israël <sup>19</sup>. On voit donc des zones d'accord et des zones de désaccord entre Israël et les États-Unis : désaccord sur une intervention armée en Iran (ou, tout au moins, désaccord sur les annonces publiques concernant une telle intervention, car il n'est pas sûr qu'Israël la veuille vraiment) mais accord total quant à l'affaiblissement et à l'endiguement de l'Iran. Cet accord crée *de facto* une coalition entre Israël et l'Arabie Saoudite et permet de déplacer les yeux du monde du conflit israélo-palestinien vers une guerre possible dans le golfe Persique.

34

---

<sup>16</sup> *The Guardian*, « Israeli attack on Iran 'would not stop nuclear programme », August 31, 2012. <http://www.guardian.co.uk/world/2012/aug/30/israeli-attack-iran-not-stop-nuclear?newsfeed=true>

<sup>17</sup> <http://www.guardian.co.uk/world/2008/sep/25/iran.israelandthepalestinians1>

<sup>18</sup> Il y a toute une controverse sur la traduction d'une déclaration d'Ahmadinejad mais, même si sa phrase a été mal traduite, il n'en reste pas moins qu'il joue la provocation, par exemple en organisant des colloques négationnistes.

<sup>19</sup> Voir : Seymour Hersch, « Our Men In Iran », *The New Yorker*, April 6, 2012. Hersch écrit : « Le MEK était à ses débuts un groupe marxiste-islamiste dirigé par des étudiants et, dans les années 1970, il avait été mentionné dans l'assassinat de six citoyens américains. »

Les divers facteurs qui concourent à l'élaboration d'une politique sont en constant mouvement. Ainsi, en ce qui concerne la Libye en 2011, Obama a dû subir la pression conjointe de deux alliés des États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, d'une part, et celle de ses conseillers ou ministres (Clinton, Rice, Slaughter) d'autre part, alors que certains, comme le ministre de la Défense, Gates, suggéraient une autre politique. Ce dernier avait même déclaré que quiconque souhaitait se lancer dans une autre guerre devrait voir un psy<sup>20</sup>. Personne n'a vu de psy et Obama a choisi l'intervention et la stratégie dite du *leading from behind* (mener les opérations depuis une position arrière). Israël ne faisait pas partie des facteurs décisifs pour cette guerre.

Dans son livre, Peter Beinart décrit les conflits entre deux responsables, Ross et Mitchell, qui s'occupaient du conflit israélo-palestinien et représentaient diverses factions. Les ministères de la Défense et le département d'État ont quasiment toujours des différends et mobilisent des alliés pour gagner leurs batailles interministérielles. Chacun des quatre piliers identifiés par Pappe peut être la proie de conflits internes ; donc Obama est bien loin de prendre des décisions seul, comme il le fait, après lecture d'un dossier, pour choisir les cibles des assassinats par drone. Tout un ensemble de gens sont impliqués dans le processus de décision pour chaque politique. Les préférences personnelles d'Obama, telles que l'on peut les déduire de ses déclarations anciennes datant d'avant son arrivée à la Maison-Blanche, ne s'imposent pas forcément.

L'opinion publique qui, en démocratie, devrait avoir une influence prépondérante n'a qu'un impact secondaire. La guerre en Afghanistan, qui était populaire en 2001 car elle était présentée comme des représailles après le 11 septembre, est maintenant fort peu acceptée. Le coût financier et la durée de la guerre expliquent ce revirement. Pour l'Irak, l'opinion publique a suivi les mensonges de l'administration Bush puis s'est retournée contre la guerre. Il est assez facile de « fabriquer l'opinion »<sup>21</sup> en matière de politique

---

<sup>20</sup> *The New York Times*, « Warning Against Wars Like Iraq and Afghanistan », 25 février 2011.

<sup>21</sup> L'expression « la fabrication du consentement » (the manufacture of consent) a été créée par Walter Lippmann dans son livre de 1922 : *Public Opinion*, mais c'est Noam Chomsky and Edward S. Herman qui l'ont rendue célèbre dans leur livre *Manufacturing Consent : The Political Economy of the Mass Media*, New York, Pantheon Books, 1988. En français : *La Fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 2008.

étrangère et les changements suivent en général les revers sur le terrain. Il n'y a pas de mouvement antiguerre très fort aux États-Unis vers lequel Obama aurait pu se tourner pour lui demander de le pousser vers la paix. La guerre d'Irak s'est arrêtée lorsque les États-Unis ont déclaré la victoire, après des milliers de morts et des millions de blessés et de personnes déplacées. Aujourd'hui l'Irak chaotique est très proche de l'Iran et pas vraiment démocratique.

L'Afghanistan est dans un état de chaos également, dans lequel les soldats afghans formés par les États-Unis tirent sur des soldats américains et où le président Karzai lui-même est en conflit ouvert avec le pays qui soutient son régime. Le public souhaite tourner la page et accepte le passage massif à l'utilisation de drones mis en œuvre par Obama, c'est-à-dire toute son équipe. Plutôt que d'occuper un pays, les attaques de drones sont censées être une solution zéro mort pour les États-Unis et ne pas coûter très cher. Ces drones sont une autre voie pour assurer la domination américaine car le but n'a pas changé, seules les méthodes diffèrent. Cela crée beaucoup d' « anti-américanisme », c'est-à-dire d'opposition aux politiques étatsuniennes, et renforce la perception de malhonnêteté ou d'hypocrisie de la part des États-Unis, surtout lorsque l'on mesure la distance entre les espoirs mis en Obama et les pratiques sur le terrain. Ce changement d'approche n'est certainement pas du seul fait d'Obama. Celui qui vient d'être nommé à la tête de la CIA, John Brennan, est l'instigateur de l'utilisation de drones. On le surnomme parfois « tsar de l'assassinat »<sup>22</sup>.

36

Parmi les acteurs qui contribuent à la formulation de la politique étrangère américaine, il y a aussi les puissances étrangères et le rapport de force en équilibre instable. Ainsi, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont facilement convaincu le Conseil de sécurité de l'ONU de « protéger les populations civiles en Libye » en 2011 en adoptant la résolution 1973. Celle-ci fut immédiatement violée et transformée en autorisation de changer le régime en place. La Russie et la Chine qui s'étaient abstenues ont par la suite accusé les Occidentaux de les avoir trompées et n'ont pas suivi le même chemin pour la Syrie. Les États-Unis doivent compter avec les puissances étrangères et choisissent donc des politiques en fonction des possibilités offertes par un rapport de force donné.

---

<sup>22</sup> Voir : <http://www.emptywheel.net/2012/05/24/john-brennan-assassination-czar/> ; et : Pierre Guerlain, « Kerry, Drones and Cultural Diplomacy », *The Huffington Post*, January 30, 2013 [http://www.huffingtonpost.com/pierre-guerlain/us-drone-strikes\\_b\\_2576829.html](http://www.huffingtonpost.com/pierre-guerlain/us-drone-strikes_b_2576829.html)

En Syrie, la voie de l'ONU étant close, les États-Unis fournissent armes et renseignements aux opposants au régime Assad, même si certains sont proches d'Al Qaida, l'une des organisations que les États-Unis combattent en Afghanistan. Il n'y a pas d'exceptionnalisme américain sur ce plan : les États-Unis agissent comme les autres acteurs de la géopolitique mondiale. Ils sont obligés de composer avec leurs alliés. Ainsi, la Turquie qui est dans le même camp que les États-Unis et l'Arabie Saoudite dans le cas syrien, a eu des conflits avec Israël après l'arraisonnement d'un de ses bateaux dans la flottille de Gaza. Elle a lancé une initiative avec le Brésil pour le transport de combustibles nucléaires iraniens en 2010. Les États-Unis doivent coopérer avec des puissances dont ils contrecarrent aussi certaines initiatives.

Dans son livre sur l'Iran et les États-Unis, Trita Parsi donne une très bonne description de la complexité de la prise de décision. Il écrit :

« Cependant, ayant à faire face à une forte résistance de la part d'Israël, du Congrès, de l'Arabie saoudite et d'autres alliés arabes et de sceptiques dans son propre gouvernement et aussi, de façon plus marquante, face aux actions du gouvernement iranien lui-même, la vision du président et son domaine d'intervention politique furent constamment compromis. Au bout du compte, la diplomatie d'Obama ne fut que l'ombre des engagements qu'il avait envisagés. »<sup>23</sup>

Ceci n'est qu'un aperçu des difficultés auxquelles n'importe quel président doit faire face dans une seule région du monde. Cet aperçu n'aborde pas les contorsions causées par les relations avec la Chine, le nouvel adversaire-partenaire des États-Unis qui est de plus en plus présent partout dans le monde et qui, par ailleurs, soutient l'Iran.

Il est facile de comprendre pourquoi il y a une interprétation de la relation États-Unis-Israël qui fait de ce dernier pays le partenaire dominant, tout au moins en ce qui concerne le Moyen-Orient. En effet, lorsque le président américain exige ou demande l'arrêt des constructions de colonies juives, Israël refuse, insulte même le vice-président américain<sup>24</sup> et obtient une récompense en armes et crédits supplémentaires. Les médias parlent alors de la défaite d'Obama face à Netanyahu, comme s'il s'agissait d'un match de

---

<sup>23</sup> *Op cit.* p. 211-212

<sup>24</sup> «When Israelis degrade Israel by humiliating Joe Biden », *Haaretz*, 10 mars 2010. <http://www.haaretz.com/news/when-israelis-degrade-israel-by-humiliating-joe-biden-1.264406>

boîte et que le dirigeant du petit pays était un David maîtrisant le Goliath américain. Cependant, lorsque l'on tient compte de tous les facteurs et de tous les acteurs, les choses sont plus complexes. On peut adhérer à l'analyse de la relation israélo-américaine faite par Enzo Traverso : « [...] un État juif protégé par la principale puissance (politique et militaire) de la planète, qui en a fait une des pièces de son dispositif hégémonique »<sup>25</sup>. Si la hiérarchie militaire américaine s'oppose aux exigences israéliennes, le président est renforcé et le Premier ministre israélien a moins d'atouts. Si la Chine et la Russie soutiennent l'Iran ou le régime syrien, le président américain est contraint de choisir des types d'intervention indirecte. Obama, comme ses prédécesseurs, n'est ni omnipotent ni dominé par un allié régional.

38

L'implication minimale d'Obama dans la résolution du conflit israélo-palestinien s'explique aussi en partie par le manque d'intérêt réel d'une grande partie du monde. Même l'Arabie Saoudite, qui avait fait une proposition de paix sensée et équilibrée en 2002<sup>26</sup> que les États-Unis et Israël avaient ignorée, est actuellement plus impliquée dans l'endiguement de l'Iran et des chiïtes ou dans le conflit syrien que dans les affaires palestiniennes. Ce pays qui est une théocratie non démocratique reste un allié proche des États-Unis qui, dans les faits, sont aussi un allié d'Israël en ce qui concerne l'Iran. Obama ne suit pas ses déclarations initiales et se démarque de ses positions d'avant son arrivée à la Maison-Blanche pour rejoindre les lignes de force habituelles de la politique étrangère américaine. Sa marge de manœuvre personnelle est étroite et il sait très bien jauger le pouvoir des différents éléments de « l'élite du pouvoir » ,pour reprendre l'expression de C. Wright Mills qui savait que « le pouvoir n'appartient pas à un homme seul »<sup>27</sup>.

### **Machiavel à la Maison-Blanche : drones, « puissance intelligente » et éthique**

La liste des cibles du *New York Times* a été publiée apparemment avec l'approbation du président. Cette fuite a eu lieu six mois avant les élections et, dans le contexte politique américain, elle

---

<sup>25</sup> Enzo Traverso, *La Fin de la modernité juive, Histoire d'un tournant conservateur*, Paris, La Découverte, 2013, p. 140.

<sup>26</sup> <http://www.al-bab.com/arab/docs/league/peace02.htm>

<sup>27</sup> Pierre Guerlain, « La politique étrangère de l'administration Obama : continuités et contraintes », *Recherches Internationales*, n° 91, juillet-septembre 2011, p. 121-150.

a été considérée comme un point positif pour Obama qui pouvait se targuer d'être « un dur » sur la scène internationale. Jumelés à l'assassinat de Ben Laden, les assassinats ciblés lui permettaient de contrer son opposant républicain qui tentait de le faire passer pour un président hésitant qui ne défendait pas les intérêts américains. La politique intérieure implique des choix en politique étrangère. Évidemment, on peut se demander si les choix électoraux sont une manifestation de la « puissance intelligente » ou sont perçus comme intelligents en dehors des États-Unis. Un ancien conseiller de l'administration révèle d'ailleurs qu'Obama a toujours pensé en termes électoralistes<sup>28</sup>. Les problèmes éthiques et juridiques sont éloignés de ces considérations de politique intérieure.

L'administration Obama a mis fin à la guerre d'Irak décidée par Bush sur la base de mensonges aujourd'hui éventés et, en Afghanistan, après avoir envoyé des renforts, Obama se dirige vers un retrait au moins partiel des troupes qui n'ont pas réussi à stabiliser le pays. Ces décisions semblent participer de la « puissance intelligente » et d'une préférence pour des solutions nonmilitaires. Néanmoins, plus que son prédécesseur, Obama a choisi d'avoir recours aux attaques de drones pour poursuivre, sans la nommer comme telle, la guerre contre la terreur lancée par l'administration Bush. Dans son discours d'investiture le 21 janvier 2013, Obama a déclaré qu'une « décennie de guerre [prenait] fin ». Le même jour, trois personnes, suspectées d'appartenir à Al-Qaeda, étaient tuées par des drones au Yémen.

Les drones sont des « vaisseaux aériens sans équipages humains » qui sont utilisés pour la surveillance ou des attaques, souvent des assassinats ciblés. Les pays visés sont surtout le Pakistan, l'Afghanistan, le Yémen et la Somalie et les noms de ces drones sont évocateurs : *Predator* et *Reaper* (qui évoque la faucheuse, *grim reaper*). Ils sont censés effectuer des frappes chirurgicales et leurs « pilotes » sont à des milliers de kilomètres aux États-Unis ou dans une base américaine, installés devant un écran d'ordinateur. Les attaques de drones sont présentées comme une façon « intelligente » de lutter contre le terrorisme, car leurs avantages par rapport à une intervention armée au sol sont évidents : pas de victimes américaines, des coûts moindres et des interventions rapides et précises. Cette solution « intelligente »

---

<sup>28</sup> Vali Nasr, « The Inside Story of How the White House Let Diplomacy Fail in Afghanistan », *Foreign Policy*, Mars-Avril 2013. [http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/03/04/the\\_inside\\_story\\_of\\_how\\_the\\_white\\_house\\_let\\_diplomacy\\_fail\\_in\\_afghanistan?page=full](http://www.foreignpolicy.com/articles/2013/03/04/the_inside_story_of_how_the_white_house_let_diplomacy_fail_in_afghanistan?page=full)

n'a évidemment aucun rapport avec le *soft power* (ou « puissance souple ») ni avec une quelconque diplomatie culturelle. Au contraire, elle est une forme de *hard power* (pouvoir militaire) qui compromet les approches diplomatiques. Cette solution technologique à un problème politique présente de nombreux problèmes sur les plans de l'éthique, du respect de la loi et aussi sur le plan de l'efficacité supposée de ces frappes.

Sur le plan juridique, la situation est assez confuse. Le 4 février 2013, une autre fuite a révélé un document intitulé : « Légalité d'une opération mortelle dirigée contre un citoyen américain haut placé dans la direction des opérations d'Al-Qaeda ou d'un mouvement associé ». Le document provenait du ministère de la Justice et affirmait que la légalité des frappes de drones avait été établie. Le langage de ce document était explicite : « Viser un ennemi qui représente une menace imminente d'attaque violente des États-Unis n'est pas illégal. C'est un acte légal de légitime défense »<sup>29</sup>. Un grand nombre de juristes et de commentateurs politiques indépendants ont exprimé leur désaccord avec les juristes de l'administration. Le débat s'est focalisé sur la légalité d'attaques visant des citoyens américains, comme cela avait été le cas en 2011 lorsque Anwar al-Awlaki, puis son fils de 16 ans, tous deux Américains, avaient été tués au Yémen. L'assassinat de non-Américains n'a pas autant retenu l'attention. Ce qui fit dire à Desmond Tutu, l'ancien archevêque d'Afrique du Sud, dans une note intitulée « Drones, Kill Lists and Machiavelli » :

40

« Est-ce que les États-Unis et leurs habitants souhaitent dire à tous ceux d'entre nous qui vivons dans le reste du monde que nos vies n'ont pas la même valeur que la leur ? Que le président Obama puisse apposer sa signature à un document qui donne le droit de nous tuer en s'inquiétant moins des conséquences juridiques que si la cible était de nationalité américaine ? »<sup>30</sup>

Cette fuite a eu lieu durant le processus de confirmation de Brennan à la tête de la CIA, ce qui lui servait de brevet de fermeté face au terrorisme. Les juristes d'Obama ne diffèrent pas beaucoup de ceux de Bush qui avaient tenté de faire croire que la torture est légale. David Cole, écrivant sur son blog dans le *New York Review of Books*, s'est offusqué de la méthode choisie pour faire connaître

---

<sup>29</sup> On peut lire le document à l'adresse suivante : [http://openchannel.nbcnews.com/\\_news/2013/02/04/16843014-justice-department-memo-reveals-legal-case-for-drone-strikes-on-americans?lite&preview=true](http://openchannel.nbcnews.com/_news/2013/02/04/16843014-justice-department-memo-reveals-legal-case-for-drone-strikes-on-americans?lite&preview=true)

<sup>30</sup> 12 février 2013, <http://www.nytimes.com/2013/02/13/opinion/drones-kill-lists-and-machiavelli.html>



une décision qui devrait être rendue publique dans sa totalité. Le titre est parlant : « Comment nous avons facilité l'acte de tuer »<sup>31</sup>.

La loi qui rendrait les attaques de drones légales est l'AUMF (autorisation d'utiliser la force militaire), datant de 2001 qui stipule que le président est habilité à recourir à la force qu'il juge nécessaire pour poursuivre les responsables des attentats du 11 septembre. Le document de février 2013 ne fait mention d'aucune limite géographique, ce qui donnerait une validité planétaire à la loi américaine. D'autre part, la définition de « menace imminente » pour des individus qui ne sont pas armés ou pas adultes s'avère problématique. Néanmoins, l'opinion publique américaine soutient les frappes de drones et Obama ne risque donc pas de sanction électorale ou de baisse de popularité. Le sondage Pew cité plus haut montre que 62 % des Américains approuvaient le recours à des drones alors que dans le reste du monde la désapprobation domine. Un chercheur indépendant travaillant pour l'ONU a lancé une enquête sur les frappes de drones<sup>32</sup>. Si les guerres en Irak et Afghanistan ne sont plus populaires aux États-Unis, les solutions technologiques, qui semblent ne comporter aucun risque pour les vies américaines, le sont.

Le problème éthique ne peut être séparé des considérations juridiques et politiques. Tuer des innocents, même considérés comme des dégâts collatéraux, est toujours difficile à justifier, spécialement lorsqu'il n'y a pas de danger imminent. Cependant, dans un pays qui vénère la violence, les armes à feu et les films violents ou les émissions TV qui font l'apologie de la torture, il n'y a pas de prix à payer pour l'assassinat ciblé d'innocents, surtout s'ils ne sont pas américains. Donc, Obama et ses conseillers ont choisi une réponse « intelligente » dans la lutte contre le terrorisme, si par « intelligente » on comprend porteuse sur le plan électoral.

Un groupe d'universitaires américains a publié un travail intitulé « Vivre sous les drones : morts, blessures et trauma chez les civils causés par l'utilisation de drones au Pakistan »<sup>33</sup>, dans lequel les affirmations de l'administration Obama sont démenties et l'impact des attaques clairement montré. Les victimes ne votent pas lors des élections américaines et donc ne contribuent pas à

---

<sup>31</sup> « How We Made Killing Easy », 6 février 2013.

<http://www.nybooks.com/blogs/nyrblog/2013/feb/06/drones-killing-made-easy/>

<sup>32</sup> [http://turtlebay.foreignpolicy.com/posts/2013/01/24/un\\_launches\\_drone\\_investigation?wp\\_login\\_redirect=0](http://turtlebay.foreignpolicy.com/posts/2013/01/24/un_launches_drone_investigation?wp_login_redirect=0)

<sup>33</sup> <http://livingunderdrones.org/report/>

la formulation de la politique étrangère. L'éthique est mise entre parenthèses lorsqu'il s'agit de « considérer la douleur des autres », pour reprendre l'expression de Susan Sontag<sup>34</sup>. Il reste cependant quelques interrogations sur la prétendue efficacité de ces attaques.

Les drones, qui sont utilisés pour combattre le terrorisme, dans les faits le favorisent. Au Yémen, les drones servent d'agence de recrutement pour Al-Qaeda, tout comme au Pakistan, une puissance nucléaire déstabilisée qui est prise dans une alliance étrange avec les États-Unis. La radicalisation causée par les drones a pris la place de Guantanamo pour le recrutement de nouveaux terroristes. L'image des États-Unis dans le monde ne s'améliore pas et n'a plus rien à voir avec les espoirs suscités par le discours du Caire.

Les spécialistes de politique étrangère ne font pas une grande place aux problèmes soulevés par les frappes de drones<sup>35</sup>. La critique revient aux juristes comme David Cole ou Marjorie Cohn<sup>36</sup> et à des organisations comme l'ACLU. Les grands thèmes de la géopolitique, comme la relation avec la Chine, semblent n'avoir rien à voir avec les drones, même si Pékin peut capitaliser sur l'hostilité envers les États-Unis en divers endroits. L'impopularité des États-Unis auprès des populations affectées ne pèse pas lourd dans les considérations officielles. De même que le terrorisme n'est qu'une piqûre d'épingle en termes militaires, le retour de bâton de la lutte antiterroriste n'a qu'une importance mineure. La lutte contre le terrorisme, par contre, a une forte valeur électorale.

Une approche machiavélienne de la politique étrangère, typique de la géopolitique, ne se focalise pas sur l'éthique et facilite effectivement les assassinats ciblés, même si les principes supposés être au cœur des institutions américaines, comme le respect de la loi, sont bafoués. Du point de vue de l'amélioration de l'image des États-Unis ou même de l'efficacité de la lutte contre le terrorisme,

---

<sup>34</sup> *Regarding the Pain of Others*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2003. Traduction française *Devant la douleur des autres*, Paris, Bourgois, 2003.

<sup>35</sup> Voir par exemple : Justin Vaïsse, *Barack Obama et sa politique étrangère*, Paris Odile Jacob, 2012.

Zaiki Laïdi, *Le Monde selon Obama : la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Flammarion, 2012.

And an American book which focuses on hard power : Robert Lieber, *Power and Willpower in the American Future : Why the US is not Destined to Decline*, New York, Cambridge University Press, 2012.

<sup>36</sup> «No Accountability for Torturers », *The Huffington Post*, 9/4/ 2012  
[http://www.huffingtonpost.com/marjorie-cohn/no-accountability-for-tor\\_b\\_1851826.html](http://www.huffingtonpost.com/marjorie-cohn/no-accountability-for-tor_b_1851826.html)

les drones ne sont peut-être pas une solution « intelligente ». Comme le disait Desmond Tutu dans sa lettre citée plus haut « J'avais l'habitude de dire de l'apartheid qu'il déshumanisait ses praticiens autant, sinon plus, que ses victimes. Votre réponse, en tant que société à Osama Ben Laden et à ses disciples menace de saper vos valeurs morales et votre humanité ». Mais Tutu n'est pas citoyen américain et sa critique s'exerce en dehors du contexte politique des États-Unis. Obama a recueilli les bénéfices de l'assassinat de Ben Laden et recueille ceux de sa fermeté affichée dans la lutte contre le terrorisme. Que les Chinois, les Russes, voire les Iraniens puissent un jour avoir leurs propres drones n'inquiète pour le moment que les stratèges militaires pas les électeurs.

Dans cette optique, Obama n'apparaît pas comme un dirigeant idiot qui ne se rend pas compte des effets de ses choix politiques. Il ne s'agit pas de savoir s'il est intelligent ou pas. Comme Kissinger avant lui, un autre ancien professeur à Harvard éminemment intelligent, il est, en termes de philosophie politique, un disciple de Machiavel. La question de Feffer mentionnée au début de cet article ne s'applique même pas totalement à la politique étrangère elle-même, car la réponse dépend de l'optique choisie. Obama s'est montré très « lion et renard » dans ses choix politiques tant internes qu'externes. Il est certes clair, comme le notait Feffer dans son article, que les États-Unis continuent à dépenser trop en matière d'armement et risquent la surextension impériale dont parle Paul Kennedy <sup>37</sup>. Les drones, d'un point de vue purement économique représentent cependant une baisse des dépenses militaires.

Obama, le prince machiavélien, s'est maintenu au pouvoir, ce qui est le but de tout dirigeant selon Machiavel. Son pays a du mal à maintenir son hégémonie et ne peut totalement contrer l'émergence d'autres puissances, mais il ne faut pas confondre Obama, le professeur de droit progressiste, et Obama, le président, chef des armées, car ils opèrent dans des champs différents. Obama, président contenu par l'oligarchie américaine, a bien su évaluer les forces politiques, tant internes qu'externes, et s'est adapté au rapport de forces dont ses politiques sont le reflet. Ses choix sont sans doute cyniques, mais ils ne sont pas idiots pour un prince qui veut garder le pouvoir. La « puissance intelligente » des États-Unis provoque des dégâts dans certaines régions du monde et, sur le long terme, elle est problématique. Obama, comme tous ses prédécesseurs pense à court ou moyen terme et à sa réussite personnelle d'abord.

---

37 *Naissance et déclin des grandes puissances : Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Paris, Payot, 1991.

Il n'a pas fait avancer la cause de la paix au Moyen-Orient et les drones tuent des innocents, mais cela n'est pas ce qui compte pour le prince qui fait le lion et le renard à la perfection. Lors de son voyage en Israël-Palestine en mars 2013, Obama a réitéré, devant le public palestinien, ses belles paroles généreuses du Caire, mais sans maintenir sa demande d'arrêt des colonies juives. Dans un autre discours, il a livré la clé de son comportement politique : « Les dirigeants politiques ne prennent pas de risques si les gens n'exigent pas qu'ils le fassent. C'est à vous de créer le changement que vous voulez voir »<sup>38</sup>. Fidèle à ce principe de prudence, il ne prend pas de risques et s'inscrit dans le moule des politiques façonnées par les rapports de force.

---

<sup>38</sup> *New York Times*, « Obama Lays Out Case for Israel to Revive Peace Talks », 21 Mars 2013.